

Déclaration des représentant·es FSU au CSA académique du 24 mars 2026

Ce CSA se tient après les élections municipales, avec une campagne électorale marquée par la multiplication des menaces et agressions visant certain·es candidat·es. Ces tensions, qui portent atteinte à la démocratie, interviennent au moment où l'extrême-droite sort renforcée d'un emballement médiatique et le camp progressiste est mis au ban, dans une inversion des valeurs préoccupante. Les impostures sociales et sociétales de l'extrême-droite, sont un danger pour la démocratie. Largement diffusées dans les médias sans aucune contradiction, elles deviennent acceptables par une partie toujours plus importante de la population. La FSU, porteuse de valeurs émancipatrices et égalitaires notamment dans l'École publique et laïque, poursuivra son combat contre l'extrême droite dans l'unité la plus large. La progression de l'abstention est l'autre fait marquant de ce scrutin. Cela dit beaucoup de l'ampleur de la crise démocratique. La FSU a déjà alerté à plusieurs reprises ; l'abstention assumée, y compris dans les rangs des personnels que nous représentons, habituellement peu abstentionnistes, est un signal fort de la crise démocratique qui traverse le pays et pourrait nous conduire au pire dans un an. La réponse politique, sur le fond, en confortant notre modèle social plutôt qu'en le détricotant, et sur la forme, faire réellement vivre la démocratie sociale, est indispensable.

Le contexte international est également préoccupant. Le droit international est bafoué par des Etats qui décident unilatéralement d'interventions militaires et remettent en cause le principe de souveraineté des Etats. La FSU condamne ces agressions et l'escalade militaire engagées par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran et le Liban. Elle réaffirme son attachement au droit international et à la paix.

La FSU se félicite des fortes mobilisations qui ont rassemblé des milliers de personnes pour la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Elles s'inscrivent dans une période particulièrement préoccupante, marquée par des dynamiques réactionnaires qui remettent en cause les droits et les libertés fondamentales des femmes. Dans ce contexte, la FSU demande l'abandon des projets du gouvernement qui visent à durcir les conditions d'octroi du temps partiel thérapeutique, restreindre les autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité. Elle continue de combattre la diminution de 10% de la rémunération des agent·es placées en congé de maladie ordinaire qui touche aussi les femmes enceintes, en dépit de l'ajout d'une semaine au congé pour grossesse pathologique.

L'austérité budgétaire frappe tous les services publics, ses personnels mais aussi les usagers. Moins de moyens pour les services publics, c'est moins de fonctionnaires, c'est des rémunérations en berne et des services rendus dégradés. Les services publics doivent retrouver la place qu'ils méritent et les personnels doivent être soutenus et reconnus. Dans l'Education, cette place et ce soutien doivent se concrétiser par l'octroi de moyens suffisants pour faire fonctionner l'École et non poursuivre la dégradation des conditions de travail et d'apprentissage. Nous le redisons aujourd'hui : la baisse démographique est une opportunité pour faire mieux École et pour cela, aucun poste ne doit être supprimé.

Dans le premier degré, les cartes scolaires vont débiter dès cette semaine et elles vont s'accompagner de nombreuses fermetures de classes, *a minima* 55 dans notre académie, avec de plus la création de 10 PAS, pris sur les moyens d'enseignement devant élève. Aucune dotation spécifique supplémentaire n'est prévue par le ministère pour les PAS. La FSU rappelle son opposition aux PAS comme antérieurement aux PIAL. Elle alerte sur les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive, que vont amplifier les nouvelles suppressions de postes. Elle demande le rétablissement des spécialisations des

remplaçant·es, l'arrêt de la départementalisation de leur gestion, ainsi que le maintien du volume de décharge actuel pour les directeurs et directrices dont l'école est frappée par une fermeture de classe.

La tribune parue sur le café pédagogique et signée notamment par la FSU rappelle clairement la situation dramatique dans laquelle se trouvent les AESH. L'école inclusive ne peut pas reposer sur la précarité organisée de celles qui la font vivre, salaires indignes, contrats précaires, temps incomplets imposés, invisibilisation du travail réel, absence de reconnaissance de leur métier pourtant essentiel à l'école inclusive. C'est une exigence de justice sociale, d'égalité femmes-hommes et de cohérence politique. La FSU rappelle son exigence de création d'un véritable statut (salaire, temps plein, carrière) et soutient leurs mobilisations.

Dans le second degré, les nombreuses suppressions d'emplois, 67 tout de même, faisant suite aux 55 de l'année précédente, concernent en grande partie des postes vacants dans notre académie pour cette année. Même si cela peut apparaître comme « moins douloureux » pour les personnels, il n'en reste pas moins que ce sont malgré tout des suppressions de postes et que les conséquences en sont très négatives pour les élèves et les personnels : suppression de divisions qui entraînent une augmentation des effectifs dans les classes, réduction des effectifs des groupes de spécialités en lycées et de dédoublements en collèges, augmentation des compléments de service, augmentation du nombre d'établissements pour les TZR, possibilités de muter en berne... tout montre que le second degré paye, encore, un lourd tribut aux choix budgétaires et politiques faits par le ministre et le gouvernement.

Dans la voie professionnelle, le rétablissement de la double tutelle Travail / Éducation nationale sur les lycées pros avec la nomination d'une ministre déléguée chargée de l'enseignement et de la formation professionnels et de l'apprentissage est bien le reflet de la vision purement utilitariste de l'école et d'un renoncement éducatif. En amalgamant l'enseignement professionnel, dont la mission est la formation et l'élévation du niveau de qualification des jeunes, et l'apprentissage, outil de gestion du marché de l'emploi, le gouvernement affiche clairement son mépris pour le statut scolaire et pour la formation du futur citoyen. Et ce ne sont pas le rétablissement des examens de bac pro à la mi-juin en 2027, dans plus d'un an (!), malgré le maintien du parcours personnalisé réduit à deux semaines, qui satisferont les personnels et qui atténueront cette orientation !

Pour les personnels administratifs et ITRF notamment, les missions des examens et concours – par la réforme de la formation initiale des enseignant·es – et de gestion des personnels – par la mise en œuvre de la PSC – sont alourdies par des tâches nouvelles. Dans les établissements scolaires, les conditions de travail de bon nombre de nos collègues subissent trop souvent encore les dysfonctionnements d'Op@le. Le maintien des agents de labo dans les collèges est une nécessité, les sciences restent importantes puisqu'elles sont évaluées en 3ème au brevet, les classes ne sont plus dédoublées, ceci entraîne une surcharge de travail pour les enseignant.es.

Nous le redisons une nouvelle fois, la baisse démographique est une opportunité pour faire mieux École et pour cela, aucun poste ne doit être supprimé dans le 1^{er} degré comme dans le second degré ! Dans ce contexte pesant, où l'Éducation joue un rôle fondamental, la FSU refuse toute nouvelle dégradation des conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves. Elle soutient les actions locales des personnels en lutte pour leur établissement, comme au lycée Montdory à Thiers et appelle aux grèves et rassemblements aujourd'hui devant le rectorat et le mercredi 25 devant le lycée Sidoine Apollinaire pour s'opposer aux fermetures de classes dans le 1^{er} degré. D'ores et déjà la FSU appelle à construire une grève intersyndicale nationale très rapidement pour s'opposer à ces suppressions de postes et exiger le rétablissement de postes nécessaires au bon fonctionnement du Service Public d'Éducation.